

TABLE RONDE SUR
LA CRISE ALIMENTAIRE ET LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE
CETIM, GRAD et Magasins du Monde
Genève, le 23 avril 2010

Intervenants :

- Mamadou Cissokho, fondateur du ROPPA (Réseau des Organisations paysannes et des Producteurs d'Afrique de l'Ouest)
- Bernard Njonga, Président de l'ACDIC (Association Citoyenne de défense des intérêts collectifs)
- Valentina Hemmeler, secrétaire à Uniterre, syndicat paysan suisse

Interventions

Bernard Njonga fait l'historique de la lutte pour l'interdiction de l'importation des poulets congelés. De 2000 à 2003, ils ont essayé de sensibiliser l'opinion publique et le politique au travers des Organisations paysannes dans le cadre du SAILD, mais sans résultat. Ils ont réalisé qu'il fallait impliquer davantage de personnes de la société civile, d'où la création de l'ACDIC en 2003. L'interdiction des importations de poulets congelés est obtenue en 2006. Mais ils sont confrontés au manque de maïs sur le marché et à son prix élevé.

Les conditions des producteurs sont difficiles. Ils n'ont pas d'équipement et pas de semences.

L'ACDIC a quatre axes d'activités : obtenir des subventions pour le milieu rural ; négocier les APE (?) pour que la production rurale ait une place ; mettre la souveraineté alimentaire au cœur de la politique ; réagir face à l'importation massive des produits consommés.

Mamadou Cissokho fait le lien entre l'agriculture, la biodiversité et les consommateurs, en posant la question : on produit quoi et pour qui ? Partout dans le monde, chacun est heureux de retrouver les produits de son terroir ; ce sont ces produits qu'il faut valoriser.

La base de la souveraineté alimentaire, c'est le respect de la production locale qui doit ensuite nourrir la population par les surplus.

La politique devrait soutenir cette agriculture de proximité, or elle ne le fait pas. Elle suit plutôt les directives de la Banque mondiale et du FMI. Or, le premier principe de l'OMC va à l'encontre des intérêts de l'Afrique.

L'agriculture ne peut pas se faire sans soutien et sans régulation. Les Organisations paysannes, forts de leur importance, sensibilisent les gouvernements politiques et exercent des pressions pour que l'agriculture soit mieux soutenue par des lois.

Valentina Hemmeler partage la vision de Uniterre pour l'agriculture en Suisse.

Il est important de définir une politique agricole dans le respect des autres politiques. Il faut mettre la priorité sur ses propres marchés et développer les marchés de proximité qui mettent en relation les producteurs directement avec les consommateurs.

L'accès à la terre devient un problème crucial. La propriété des semences doit rester entre les mains des paysans. Les crédits (subventions) sont indispensables.

Le cultivateur doit pouvoir produire ce qu'il souhaite produire.

De même, le consommateur doit pouvoir consommer le produit qu'il souhaite.

Il est nécessaire de supprimer les subventions à l'exportation et les prix agricoles doivent couvrir les frais de production. La souveraineté alimentaire devrait figurer dans la loi de tous les pays. Les paysannes doivent avoir leur place dans l'agriculture.

Partages

Bernard Djonga interpelle Mamadou Cissokho : « A quoi ça sert d'avoir une politique agricole, si on ne la met pas en application . » Au Cameroun, il y a 19,4 millions d'habitants. 52% des habitants sont en ville et ce sont des jeunes pour la plupart. Les vieux restent au village. Les exploitations familiales ont régressé en 10 ans.

Pour **Mamadou Cissokho**, si on veut changer les choses, il faut se mobiliser. L'Union économique et monétaire ouest-africain a dégagé 15 milliards de francs CFA dans un Fonds régional de développement rural. Mais on manque de crédits agricoles. Si on veut garder les jeunes au villages, il faut développer les infrastructures (routes, électricité, eau, santé, éducation). Les villes sont des bombes à retardement.

Dans la Déclaration de Maputo en 2003, (http://www.acpsec.org/fr/declarations/declaration_maputo_f.pdf) les pays se sont engagés à consacrer 10% de leur budget à l'agriculture. Or, les exploitations familiales sont menacées. Lorsque le peuple se révolte contre les injustices, il faut le soutenir. Nous devons prendre nos responsabilités.

Les ressources d'un pays vient de toute la population, dont les cultivateurs qui sont encore 60 à 70% de la population. Une part du budget doit donc leur revenir sous forme de crédit à des taux supportables et sous forme d'investissement dans les infrastructures du monde rural. Les gouvernements doivent aussi se préoccuper de faire des réserves de nourriture pour prévenir les famines.

Valentina Hemmeler fait remarquer qu'en Suisse, une étude a montré que les Suisses achètent ce qui est cher et labélisé. Ils sont prêts à payer leur nourriture plus cher. Comment faire en sorte que l'alimentation soit équitable ?

Bernard Njonga dit qu'au Cameroun, les organisations paysanne et de la société civile ont lutté et manifesté, mais ils se sont fait tabasser. Il y a un problème de gouvernance qui est plus aigu en Afrique centrale qu'en Afrique occidentale. On ne laisse pas les Organisations paysannes se développer. Au Cameroun, le gouvernement a créé un mouvement paysan qu'il peut contrôler. Il y a une fédération des ces organisations paysanne de l'Afrique centrale qui s'appelle PROPAC (voir <http://www.europafrica.info/fr/>). Quelle est leur indépendance et marge de manœuvre ?

Les prochaines luttes de l'ACDIC se feront dans le cadre de la dépendance alimentaire du Cameroun aux importations de nourriture, en particulier la farine de blé et le riz.

Le but est que le pain intègre dans sa fabrication 20% de farines locales (maïs, manioc, patates). Une campagne est prévue pour juin. Pour le riz, l'objectif est d'arriver à plafonner les importations à 400 tonnes par année.

Le problème de l'accaparement des terres par les Chinois a été évoqué. Au Cameroun, les Chinois ont proposé au gouvernement de faire des études dans différentes régions pour produire un riz hybride. Lorsqu'ils ont trouvé le site le mieux adapté, ils ont négocié pour obtenir des milliers d'hectare pour produire ce riz qui sera entièrement envoyé en Chine. C'est en Ethiopie et au Soudan que les Chinois occupent le plus de terres. Cette situation provient en partie de la faiblesse organisationnelle des paysans.

Le constat est fait que la situation des producteurs est très semblable dans tous les pays. C'est important pour les organisations paysannes de se renforcer et de s'unir pour faire des pressions sur le pouvoir politique. Ils représentent une force électorale importante que les gouvernements ne peuvent pas négliger.

Les annexes ci-dessous sont des déclarations et des résolutions de gouvernements et d'organisations paysannes. Elles vont dans la même direction. Espérons qu'un jour elles seront appliquées.

Annexe :

- Déclaration de Propac
- Déclaration au G8
- Déclaration de Maputo

Avril 2010/OM